



# La gestion raisonnée de l'eau : vers une autre culture ?

RÉSUMÉ DU COLLOQUE ORGANISÉ PAR LE CERCLE FRANÇAIS DE L'EAU LE 16 NOVEMBRE 2006

*LA SUCCESSION DE PÉRIODES DE SÉCHERESSES incite les acteurs de l'eau à privilégier une gestion globale de la ressource et à promouvoir un usage de l'eau plus rationnel et plus intelligent. Historiquement orientées vers l'accroissement de l'offre, les politiques publiques doivent intégrer cette nouvelle donne de la gestion de l'eau qui, au-delà des contingences conjoncturelles, prend tout son sens si elle s'inscrit dans une problématique de développement durable.*

*Pour son vingtième colloque, le Cercle Français de l'Eau avait choisi de traiter un thème ambitieux : « la gestion raisonnée de l'eau : vers une nouvelle culture ? ». Comme l'a souligné son président Jean-François LE GRAND en introduction, le CFE demeure ainsi fidèle à sa vocation : promouvoir, par le débat et le dialogue, une vision prospective des politiques de l'eau : « Le défaut des politiques, c'est qu'ils choisissent toujours l'urgence en négligeant l'essentiel parce qu'ils vont au plus pressé alors qu'ils ont oublié que l'essentiel est devenu urgent » (Edgar MORIN).*

*Ce colloque, exprimait Jean-François LE GRAND, nous l'avons conçu comme un colloque de clarification. Chacune des trois tables rondes se devait de répondre à une ou des questions précises :*

*La première, intitulé « **Quelles ressources pour quels***

*usages » devait apporter la réponse à la question la plus évidente : Y aura-t-il, demain, de l'eau, pour tous les usages ?*

*La deuxième, « **Quelles bonnes pratiques pour une gestion économe ?** » devait définir ce que sont les bonnes pratiques, préciser celles qui ont vocation à se généraliser et celles qui n'ont de pertinence que sur certains territoires et dans un certain contexte hydrographique.*

*La dernière, « **Vers une nouvelle culture de l'eau ?** » interrogeait sur l'ouverture d'une nouvelle période dans la longue histoire de l'eau dans notre pays qui lui conférerait un nouveau statut de bien rare et fragile avec des conséquences sur le plan des politiques publiques, des comportements, des techniques et de l'économie qui étaient à préciser.*

*L'objet de cette synthèse est de rappeler les principales réponses apportées à ces questions par les différents intervenants, le plus souvent complétées par des intervenants de la salle. L'intégralité des actes sont, par ailleurs, disponibles sur le site du Cercle Français de l'Eau : [www.cerclefrancaisdeleau.fr](http://www.cerclefrancaisdeleau.fr).*

*Tous nos remerciements aux intervenants, aux nombreux participants et au Ministère de l'écologie et du développement durable qui a contribué à la réussite de cette manifestation.*

# Quelles ressources pour quels usages ?

## La France n'est pas menacée d'aridité, (Thierry POINTET, du BRGM)...

... La situation connue ces dernières années nous situe dans une plage de variabilité qui n'a rien d'anormal pour un climat tempéré. Certaines zones sont en réel déséquilibre entre la ressource disponible et la demande du fait de modes d'occupation des sols, de choix d'usage de l'eau ou de modes de culture qui n'ont pas été fait en conscience des ressources disponibles. C'est notamment le cas pour la région Poitou-Charentes. Quelles solutions ? Une réponse consiste à recharger les nappes, c'est-à-dire à accélérer les « moteurs » qui marchent au ralenti pour amplifier la disponibilité de l'eau. C'est ce qu'on appelle la gestion active.

L'exploitation nette des nappes est de l'ordre de trente à quarante milliards de m<sup>3</sup> par an, la ponction nette, en tenant compte de l'eau utilisée qui retourne aux nappes, est de huit milliards de m<sup>3</sup> par an. Le renouvellement est de l'ordre de cent milliards de m<sup>3</sup> et le stock potentiellement disponible est de l'ordre de deux milliards de m<sup>3</sup>. La classification des nappes, notamment en fonction de leur inertie peut nous permettre de trouver des solutions innovantes et sans risques. A l'opposé il y a des écueils. Le premier est de constater sans réagir, verser dans le pessimisme et se limiter aux modifications de comportements. Il faut se méfier de ce pessimisme gratuit. Il fait perdre de la crédibilité.

## L'agriculture est la première victime de la sécheresse (Bernard ITIER, de l'INRA, coordinateur du rapport sur sécheresse et agriculture)...

... Ni l'échelle nationale, ni la durée annuelle ne sont des critères pertinents à partir desquels on peut se poser la question de la sécheresse. Nous manquons d'études sur l'échelle pertinente qui est celle du bassin hydrographique. Nous sommes amenés à distinguer les situations où nous sommes en bilan de réservoir et celles où nous sommes en situation de logique de débits. Dans les premières, cas typique de pompage dans les nappes, l'important n'est pas

l'amélioration des pratiques en terme de quantité mais le choix d'un panel de systèmes de culture qui soit compatible avec une restitution pluriannuelle à la nappe. En revanche, dans une logique de débits qui est celle du pompage à la rivière, la notion d'amélioration des pratiques trouve tout son intérêt.

La conclusion essentielle de notre expertise a été de démontrer le double intérêt de la diversité des systèmes de culture à la fois pour le gestionnaire de la ressource et l'agriculteur afin qu'il s'assure une forme d'auto-protection.

## La réduction du volume d'eau consommée par l'industrie est peu probable (Bruno DETANGER, Président de la FENARIVE)...

... La priorité, pour l'industrie, demeure l'amélioration de la dépollution des eaux qu'elle rejette dans le milieu naturel. Le problème essentiel, en période estivale, demeure le soutien d'étiage qui permet de garder aux effluents industriels la dilution nécessaire à l'impact sur le milieu.

## L'usage de l'eau pour l'énergie est fort différent selon qu'il s'agit de centrales thermiques et nucléaires ou de centrales hydrauliques (Didier MEYERFELD, EDF)...

... Pour les premières, l'eau est la source froide de ces centrales industrielles. Une quantité importante d'eau est prélevée, plusieurs dizaines de m<sup>3</sup> par seconde pour refroidir les installations, mais cette eau retourne au milieu mais après réchauffement. Au total, l'usage énergie thermique ne représente qu'un prélèvement net d'un milliard de m<sup>3</sup> d'eau, 3 % de l'ensemble des prélèvements, ce qui n'est pas énorme pour produire 85 % de l'électricité dans notre pays.

L'autre usage, c'est l'hydroélectricité. Les 500 centrales représentent un peu moins de 10 % de la production électrique. 70 % des réserves d'eau de surface lui sont consacrés prioritairement. Une cinquantaine d'accords permettent de lâcher de l'eau au moment où ces autres usages ou le milieu naturel en ont besoin, notamment en été. Du fait de sa réactivité, l'énergie hydraulique a largement contribué à éviter le « black out » dans toute l'Europe en novembre 2006.

## ILS ONT DIT... ILS ONT DIT... ILS ONT DIT..

« Si la création de ressource est, dans certains cas, une solution adaptée, elle ne saurait nous dispenser de rationaliser notre consommation d'eau : gestion raisonnée, meilleure valorisation de l'eau, création de ressources et meilleure gouvernance : tels sont les actions préconisées par Nelly OLIN dans le cadre du plan de gestion de la rareté » Pascal BERTEAUD, directeur de l'eau au MEDD

« La loi sur l'eau sera le premier texte législatif qui donnera à une politique, un objectif d'adaptation au changement climatique » Pascal BERTEAUD

« Si les eaux des rivières sont basses, on conclut que le niveau des nappes est bas. C'est totalement faux. Il y a des quantités importantes d'eau dans les nappes » Thierry POINTET BRGM

« Si l'on continue à sortir des idées à l'emporte-pièce, du genre à calculer la valeur marchande d'un m<sup>3</sup> par rapport au kilo produit, on ne fera plus que des voitures et on ne fera plus ni colza, ni tournesol, ce qui posera problème pour mettre des biocarburants dans les voitures ! » Vincent FREY, Agence de l'Eau Adour-Garonne

« On devrait avoir une politique d'incitation au retour à l'herbe, on obtiendrait

**La qualité sanitaire de l'eau est une priorité et doit le demeurer (Docteur FIORENTINO, réseau Medic'eau)...**

... Du fait d'une réglementation française très sévère avec des normes de qualité, de procédures d'analyses, de contrôles et de traitements de potabilisation, la qualité de l'eau est considérée comme optimale. Cependant, les inquiétudes nées de récentes contaminations alimentaires restent présentes. Il faut répondre à l'exigence légitime de l'information, tout en rassurant. Il faut également rappeler les règles

d'hygiène aussi élémentaires que de se laver les mains et combattre les idées reçues comme l'affirmation que l'eau de source est la meilleure des boissons.

**La clef du partage des eaux, c'est comprendre les besoins des autres au regard des siens propres et en saisissant les enjeux. Les agences de l'eau ont une position centrale entre les différents usagers (Vincent FREY, directeur de l'Agence Adour Garonne)...**

... Notre mission est aussi d'affirmer qu'il ne faut pas oublier les besoins de l'usager silencieux qu'est le milieu aquatique. Sur les cours d'eau du bassin Adour Garonne, on a trouvé la solution en matière de partage des eaux depuis le SDAGE de 1996 en définissant des débits objectifs d'étiages qui servent de base pour gérer les restrictions, en période de crise, et assurent le point d'équilibre entre ressource, milieu et usage. Dans la Charente, a été instaurée une procédure de concertation, le plan de gestion des étiages.

## TABLE RONDE 2

# Quelles bonnes pratiques pour une gestion économe ?

**Au sein de l'équipe chargée du rapport sur sécheresse et agriculture, je souhaite qu'on ne parle pas de sécheresse mais de pénurie (Bernard BARRAQUÉ, directeur de recherche au CNRS)...**

... La pénurie est un phénomène provoqué par un déséquilibre temporaire entre l'offre et la demande, éléments sur lesquels il est toujours possible de jouer.

Ces pénuries nous amènent à revoir les relations entre l'urbain et le rural. Cela fait des années que la ville de Paris dialogue et négocie avec les agriculteurs, les finance afin qu'ils ne polluent pas l'eau. Il en est de même à New York et dans un certain nombre de pays européens : on entre dans la problématique des marchés pour services rendus à l'écosystème qui considère les gens qui habitent à la campagne comme les principaux tenants de la biodiversité. Il ne

s'agit pas de payer les agriculteurs à ne rien faire mais les inciter à pratiquer différemment. Cela coûte moins cher de négocier que de devoir construire des usines de plus en plus sophistiquées pour le traitement de l'eau ou des barrages.

La problématique est la même chose pour la quantité et la qualité. Pour augmenter l'offre, on crée des barrages sans se rendre compte que les agriculteurs sont ainsi incités à acheter de l'eau, une fois la pénurie passée et donc à mettre de nouvelles terres en cultures irriguées. On se retrouve avec un problème encore pire quelques années plus tard.

L'eau étant un patrimoine commun, nul ne peut en revendiquer la propriété, pas même l'État. La répartition doit se faire en termes de règlement des usages raisonnables et équitables. Les récents débats parlementaires ont été dominés par l'impression que les uns volent les autres. Chacun veut payer moins, donc on doit réduire tous les coûts. Au contraire, il faut les augmenter. La confiance perdue entre les acteurs de l'eau doit être restaurée.

Après l'époque du génie civil puis du génie sanitaire, l'ère du génie environnemental s'ouvre devant nous et réintroduit la gestion par la demande, les économies d'eau dans les politiques territoriales. Il nous faudra organiser deux fois la participation du public : dans la confrontation villes/campagnes pour le partage des ressources en eau et pour l'acceptation de la priorité à donner aux usages domestiques.

## ILS ONT DIT... ILS ONT DIT... ILS ONT DIT

*une meilleure sécurité « d'affouragement » et une plante qui consommerait beaucoup moins d'eau » Jean-Pierre GIRAUD, Vice-Président du Conseil régional Haute-Normandie*

*« Si les centrales thermiques restituent l'eau, elles restituent une eau réchauffée qui perturbe fortement les milieux naturels » Jean-Pierre GIRAUD*

*« Nous sommes partisans d'une diversification des systèmes de culture et d'un encouragement au retour à des cultures d'hiver » Bernard ITIER, INRA*

*« Le sorgho, comme le tournesol, sont des plantes tolérantes à la sécheresse, économes en eau et qui disposent d'un potentiel de débouchés bioénergétiques » Bernard ITIER*

*« La vision en consommation d'eau par les plantes est réductrice. A cette aune, la forêt, dont la disparition en montagne est catastrophique du fait de l'érosion, serait considérée comme mauvaise, au motif qu'elle consomme beaucoup d'eau » Un participant*

*« Je connais de vrais difficultés pédagogiques à expliquer la différence entre ressource et réserve » Régis REGUINE, président de la commission locale de l'eau du Loiret*

**S'il faut lutter contre le gaspillage il ne faut pas pour autant rationner les français ! (Bernard GUIRKINGER, président de Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau)...**

... Nous considérons que la gestion économe de l'eau fait complètement partie de nos missions de service public. Nous en sommes les promoteurs.

Cela se traduit par la conscience que nous partageons de l'insuffisance des efforts pour protéger la ressource, notamment des pollutions diffuses mais aussi de notre volonté de collaborer avec les institutions publiques pour une gestion dynamique des nappes.

Cela se traduit également par le devoir de conseils aux clients, en expliquant ce qu'est le bon usage de l'eau et de l'aide que nous leur apportons afin de lutter contre le gaspillage.

L'autre aspect de la gestion économe de l'eau c'est bien sûr les réseaux d'eau. Dans ce domaine des efforts importants ont été fournis. Dans une ville comme Paris, le rendement de réseau est nettement supérieur à 90 % ce qui, comparé à Londres où la situation est catastrophique, est spectaculaire.

Mais il ne faut pas se contenter d'une approche malthusienne, l'eau au robinet c'est aussi du plaisir, du confort et du cadre de vie. Nous voulons poser le problème de façon rationnelle et non pas culpabiliser, car un mètre cube d'eau économisé à Paris ne va pas résoudre le problème des prélèvements dans la Charente et ne va pas résoudre le problème de Niort.

Il faut donc revenir à une véritable gestion locale. La concertation est absolument indispensable. Le rôle des pouvoirs publics est déterminant dans la régulation des prélèvements. Je crois à la nécessité d'avoir des politiques cohérentes, en particulier dans le domaine agricole.

**La qualité de pose des réseaux est un maillon essentiel de la gestion économe de l'eau (Stéphanie MOZER, secrétaire général des Canalisateurs de France)...**

... Par la mise en œuvre et la promotion d'une politique de qualité auprès des entreprises de canalisations, Canalisateurs de France apporte sa pierre à l'édifice d'un développement durable du système de gestion de l'eau en France.

L'un des axes de travail c'est l'initiation de la démarche pour une charte de la qualité des

réseaux d'assainissement. Elle garantit non seulement la qualité des ouvrages mais elle permet également une meilleure maîtrise des coûts et une gestion des délais d'exécution. Du maître d'ouvrage au consommateur courant, tous les protagonistes du chantier sont gagnants dans cette démarche.

Les réseaux présentent l'avantage et l'inconvénient d'être enterrés. Une fois enterrés, les réseaux vivent. Ils sont soumis inévitablement à un vieillissement qui peut-être plus ou moins rapide selon les contrastes auxquels ils sont soumis. Donc les réseaux doivent être l'objet d'une attention certaine de la part des services d'eau et d'assainissement.

Inventaires, diagnostics réguliers, entretien, programmation des renouvellements constituent des actions concrètes qui participent à la lutte contre le gaspillage et à une gestion durable des réseaux au profit des générations futures.

**Dans un contexte de tension sur les ressources la pédagogie, la concertation et la communication sont indispensables afin que chacun reconnaisse la pertinence**

**des actions permettant l'adéquation entre l'usage et la ressource (Pierre DUCOUT, député de Gironde, co-président du Cercle Français de l'Eau)...**

... En Gironde, différentes actions, telles que la réalisation d'un SAGE, un moratoire sur les nouveaux forages, une obligation de diagnostic réseau, ou encore la recherche de ressources de substitution pour les usages industriels et agricoles, ont été menées afin de diminuer de 20 % les prélèvements en eau.

Ces actions ont été complétées par une campagne de communication afin que le grand public sache que des efforts étaient réalisés en amont par les grands utilisateurs.

L'objectif est de responsabiliser les décideurs, convaincre l'ensemble des habitants de l'obligation d'aller vers ces économies et, évidemment, mesurer l'efficacité de l'évolution des comportements.

En période de sécheresse, c'est une bonne adéquation entre l'usage et la ressource qui est privilégiée. Il est par exemple possible d'arroser les pelouses individuelles à condi-

**ILS ONT DIT... ILS ONT DIT... ILS ONT DIT..**

*« Mon bonheur c'est d'avoir aujourd'hui un débat posé et objectif. Il y a un appauvrissement de la démocratie dans ce pays parce que le public n'a accès qu'à des débats caricaturaux. Bernard GUIDEZ, président du réseau FARRE*

*« L'histoire récente de l'agriculture s'illustre en trois phases successives : produire pour produire ; produire pour détruire avec les excédents, enfin, après la crise de la vache folle, produire pour séduire. » Bernard GUIDEZ*

*« Je suis entièrement opposé, pour des raisons de sécurité sanitaire, à la pénétration des eaux pluviales à l'intérieur des maisons » Daniel YON, France Nature Environnement*

*« Je pense que la position des médias est un véritable frein à cette mutation de la culture de l'eau. Ils entretiennent en permanence une confusion entre le prix et le service de l'eau, entre privatisation et délégation. Quand on avance sur le terrain avec les associations et les entreprises, on ne peut bénéficier de l'accompagnement médiatique espéré » Anne-Laure BEDU, consultante*

*« La baisse de la consommation de 20 % à Paris depuis 20 ans est due à plusieurs facteurs : un calcul économique du consommateur pour baisser ses charges ; une démarche citoyenne à l'égard de la ressource et une démarche raisonnée de la ville pour réduire la consommation. Cette baisse de consommation est une très bonne chose sur le plan environnemental et de la solidarité, du fait des tensions qui existent sur la ressource dans certains territoires » Myriam CONSTANTIN, adjointe au maire de Paris.*

tion d'utiliser de l'eau de pluie récupérée ou à partir de puits individuels ne descendant pas au-delà des nappes superficielles qui elles ne sont pas en difficulté. Plus d'économie ne veut pas dire moins de confort.

**Après avoir fait des gains de productivité quantitatif puis qualitatif, les agriculteurs doivent réaliser des gains de productivité environnementaux (Bernard GUIDEZ, président du Forum pour une Agriculture Raisonnée et Respectueuse de l'Environnement)...**

... Les erreurs commises dans le passé étaient dues à l'urgence de la demande. Après avoir fait des gains de productivité sur le plan quantitatif, puis qualitatif, il faut maintenant que nous fassions des gains de productivité environnementaux.

Nous ne sommes pas en désaccord avec le rapport de l'INRA sur la sécheresse et l'agriculture. Cependant, adopter un comportement différent a souvent des conséquences économiques néfastes pour l'agriculteur : chaque fois que je fais du tournesol, j'ai une perte de marge.

Si l'agriculteur est tout à fait disposé à évoluer dans ses pratiques, à modifier son système il doit néanmoins être aidé avec l'aide de la recherche publique et privée, mais aussi par une reconnaissance qui permettrait de sortir des débats caricaturaux et polémiques.

Aujourd'hui les agriculteurs agissent mais le sujet reste polémique car on gère une rareté en période difficile. Il y a 6,9 % de la surface agricole qui est irriguée en France. Les terrains agricoles irrigués ont des superficies inférieures de 20 % et emploient deux fois plus de personnes que les exploitations non irriguées.

Ces dernières années, les surfaces irriguées en France ont baissé de 10 % en moyenne. Par ailleurs, les agriculteurs se concertent très régulièrement avec les pouvoirs publics pour gérer intelligemment les limitations en fonction de différents paramètres (économiques, type de culture). C'est de la gestion intelligente mais qui peut sembler aberrante pour les gens qui ne connaissent pas l'agriculture.

La gestion de l'eau exige un comportement responsable avec des conséquences économiques fortes. Le technique, l'économique

et l'environnemental doivent désormais être appréhendés simultanément.

**Une gestion économe, c'est à la fois réduire les prélèvements, diminuer les rejets dans le milieu naturel et donner de la valeur à toutes les ressources disponibles (Martine VULLIERME, présidente de la commission « Distribution de l'Eau » de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement)...**

... Une ressource a d'autant moins de valeur qu'il va falloir dépenser beaucoup d'argent pour obtenir le niveau de qualité nécessaire à l'usage auquel elle est destinée.

La recherche et la technologie apportent des solutions à des usages qui n'exigent pas tous une même qualité et permettent de traiter n'importe quel type d'eau. L'eau de mer, l'eau de pluie, les eaux usées peuvent devenir des ressources disponibles. La qualité sanitaire n'en demeure pas moins la priorité.

Si certaines techniques permettent le recyclage de l'eau de pluie dans les bâtiments, celles-ci bien pratiquées à l'échelle industrielle, représentent un risque sanitaire important si elles sont utilisées dans l'habitat individuel.

Il existe par ailleurs d'autres techniques capables d'apporter des réponses. Pour cela toutes les ressources disponibles sont prises en compte en un endroit donné au regard de tous les besoins à satisfaire.

La recherche contribuera à diminuer encore les coûts de ces traitements. Certains ont des coûts énergétiques importants et l'objectif est de les baisser en utilisant des énergies renouvelables et en utilisant l'énergie qui est produite dans les stations d'épuration telle le bio-gaz, l'incinération, pour aider à faire du dessalement.

**La maîtrise des ressources et du patrimoine naturel sont liées. La modification de la faune et de la flore en période de sécheresse doit amener les différents partenaires à intégrer dans leurs pratiques l'indispensable maintien du vivant (Daniel YON, membre du directoire du réseau Eau de l'association France Nature Environnement)...**

... Le patrimoine naturel est devenu, au travers de la directive cadre européenne,

## ILS ONT DIT... ILS ONT DIT... ILS ONT DIT

*« L'époque « le consommateur payera toujours plus, et c'est indolore » est révolue : 86 % des coûts de la facture d'eau sont supportés par les usagers domestiques : ce scandale là, la loi sur l'eau ne va pas le faire cesser » Myriam CONSTANTIN*

*« Si la récupération des coûts, y compris environnementaux se faisait secteur par secteur, les agriculteurs "fermeraient boutique" car ils ne pourraient à la fois supporter les coûts du prélèvement de la ressource et les coûts environnementaux : ne faudrait-il pas mieux faire jouer aux agences le jeu de la récupération des coûts au niveau de régions entières ? » Bernard BARRAQUÉ CNRS*

*« Je mettrais un point d'interrogation sur l'agriculture raisonnée : je souhaiterais qu'elle obtienne des résultats tangibles alors que l'utilisation des pesticides et des insecticides a encore augmenté de plus de 10 % » Daniel GADEAU, association Parus*

*« Il faut que le consommateur urbain arrête de se donner bonne conscience ; l'urbain artificialise les sols, consomme de l'espace, envoie dans les réseaux, et donc dans le milieu naturel, une grande quantité de molécules pharmaceutiques » Vincent FREY, Agence de l'eau Adour Garonne*

*« L'irruption du public dans nos débats est fondamentale. Les associations de protection de l'environnement sont des partenaires privilégiées dans les commissions locales de l'eau » Anne Laure BEDU, consultante*

une préoccupation partagée. La sécheresse ou toute situation de restriction de volumes d'eau a des conséquences sur le milieu naturel, la sélection d'espèces. De même, quand l'homme intervient pour abaisser la ressource, cela joue de manière significative.

Les associations de protection de la nature sont intervenues depuis longtemps à ce propos mais elles ont également une

démarche plus environnementale au sens large du terme, qualité de vie et santé des individus et des populations. Informer, former, éduquer, responsabiliser, constituent un pan sur lequel les associations de protection de la nature apportent une contribution importante. Comment? En participant entre autre à l'élaboration des lois, en créant des cellules sécheresses, en faisant des tables rondes sur le sujet de la préservation des milieux naturels.

La situation a beaucoup évolué. Dans un contexte de reconnaissance des milieux naturels, notamment des zones humides, il y a une reconnaissance de sol vivant.

L'eau doit rester un élément de plaisir et de confort si elle est utilisée dans un contexte éthique et responsable : oui aux fontaines si elles tournent en circuit fermé, oui à la végétation urbaine si les végétaux ont été choisis résistants à la sécheresse...

### TABLE RONDE 3

## Vers une nouvelle culture de l'eau ?

**Les consommateurs ne veulent pas être les seuls à faire des efforts : pour créer une nouvelle culture de l'eau, il faudrait que ce soit une culture partagée (Monique CHOTARD, directrice de Ci-Eau (Centre d'information sur l'Eau)...**

... Si les gens disent, à 90 %, qu'il faut préserver l'eau pour les générations à venir, ces attitudes généreuses ne se traduisent pas par des comportements. Pourquoi? Parce que les Français sont agacés de subir des campagnes leur recommandant de fermer le robinet. Ils acceptent de faire des efforts pour faire des économies d'eau mais seulement si ces efforts n'attendent pas à leur liberté individuelle et s'ils sont partagés pas tous. Ne mettre en avant que les économies d'eau domestique ou à l'inverse désigner une pratique comme abusive n'est pas à recommander. Ce d'autant plus que les consommateurs savent que ce ne sont pas forcément les comportements qui sont les leurs qui vont améliorer les tensions sur la gestion de la ressource.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas insister sur les comportements individuels et les gestes de chacun. Il est aussi important que les consommateurs n'utilisent pas n'importe quel produit, ne jettent pas n'importe quoi dans les eaux usées.

L'homme est un des éléments de l'environnement, il n'y a pas de vilain usager et de gentil consommateur.

Créer une nouvelle culture ne sera possible que si chacun des acteurs, les gens du

monde agricole, les industriels, ceux qui sont responsables de la consommation domestique reconnaissent qu'ils consomment, se demandent à quoi sert leur consommation et se posent la question de leurs propres actions pour maîtriser cette consommation.

Tenir un discours tel que : « Moi je fais ça, je concours à la pollution mais je fais des efforts » permettra d'être écouté et de construire les fondements d'une nouvelle culture.

**La baisse des consommations est moins imputable à des gestes d'éco-citoyenneté qu'à l'évolution technologique des appareils domestiques plus économes (Guy POQUET, directeur adjoint du département "Évaluation des Politiques Publiques" au CREDOC)...**

... Jusqu'à présent les variations climatiques et l'évolution de la facture n'ont eu que des impacts très marginaux sur la baisse de la consommation globale.

Différents facteurs sont à l'origine de ce phénomène, tels que les évolutions technologiques, la tertiarisation de l'économie ou encore un comportement d'économies d'eau des gestionnaires d'équipements collectifs ou de l'industrie elle-même.

Par ailleurs, le surdimensionnement des équipements d'alimentation en eau potable au regard de la consommation aboutit au paradoxe suivant : plus on économise l'eau, plus on la paye chère.

Va-t-on vers une nouvelle culture de l'eau en ce qui concerne nos concitoyens? Je pense que pour le moment, à moins que le prix de l'eau n'atteigne des sommets qui modifient les comportements, l'éco-citoyenneté n'est pas de leur côté.

**L'éducation des enfants à l'éco et à l'hydro-citoyenneté s'inscrit dans une démarche plus globale de solidarité avec l'ensemble du vivant, avec les hommes entre eux et avec les générations à venir (Arnaud CLUGERY, chargé de mission « économies d'eau » à l'association Eau et Rivières de Bretagne)...**

... J'ai encore l'espoir de croire que l'on peut convaincre certaines personnes d'adopter des pratiques et des comportements différents.

Le jeu « Gaspid'eau » a été créé afin de travailler avec les jeunes générations sur les changements de comportement. Un comportement ne suffit pas, en matière d'économies d'eau, la technique a aussi son rôle à jouer.

Au gré du parcours, l'utilisateur va tomber sur des cases de solidarité, des cases « événements heureux » ou des cases « mauvaises nouvelles » en matière d'usage de l'eau. A la fin, ce qui compte c'est de pouvoir reprendre une liste de conseils évoqués pendant la sensibilisation.

L'intérêt est que les joueurs puissent se réapproprier ce qu'ils ont appris et puisse se lancer dans une démarche de projet.

Ce jeu s'inscrit dans une démarche de développement durable en insistant sur la notion de solidarité. Jean-Claude Pierre, le fondateur d'Eaux et Rivières, disait que cette solidarité devait s'inscrire dans le temps avec les futures générations, avec l'ensemble du vivant mais aussi dans l'espace, avec les hommes d'une même « matrice ».

Une nouvelle culture de l'eau doit avoir une dimension empreinte d'optimisme.

**La diminution des consommations d'eau en région parisienne, notamment liée à la désindustrialisation, est source de problèmes économiques et techniques : moins il y a d'eau dans les tuyaux, plus il y a de problèmes (Maurice OUZOULIAS, président du SIAAP, [Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne])...**

... La baisse des consommations en Île de France n'est pas due, pour l'essentiel, aux consommateurs mais aux appareils ménagers plus économes, ou encore aux industriels de moins en moins nombreux. Or cette baisse des consommations entraîne une charge polluante de plus en plus élevée qui, elle-même, entraîne des difficultés plus importantes à traiter l'eau.

La culture de l'eau doit toucher toutes les sphères de l'activité humaine : agriculture, voirie, santé... car on ne peut se contenter de cibler le consommateur domestique en lui demandant de réduire sa consommation d'eau alors qu'il supporte la quasi-totalité de la charge financière.

Par ailleurs parler d'une nouvelle culture de l'eau, c'est aussi parler de la qualité des eaux et non pas seulement de la consommation ni d'une autre façon de gérer l'eau. En France, il existe un problème conséquent lié aux antibiotiques, or il existe une lutte permanente entre imperméabilisation, récupération des eaux pluviales, leur traitement et retour à la station.

**Nous devons sortir d'une gestion de crise pour trouver des solutions de long terme (Pascal BERTEAUD, directeur de l'eau au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable)...**

... Il existe dans un certain nombre de régions de France un déséquilibre entre l'offre et la demande. L'enjeu est d'arriver à faire

converger les deux. Or le réflexe est soit d'en faire assumer la responsabilité à une certaine catégorie d'utilisateurs et ainsi de dédouaner les autres, soit de minimiser sa propre part de responsabilité. Il existe par ailleurs une véritable difficulté dans la prise de conscience car les sécheresses de 2003 et 2005 n'ont pas été lourdes de conséquences pour « monsieur tout le monde ».

A propos de la gestion de crise, il y a trois principes. Le premier consiste à prévoir les événements à venir pour anticiper sur les comportements. Le second est la priorité donnée à l'adduction d'eau potable. Le troisième aspect est la sensibilisation.

On ne doit cependant pas se limiter à la gestion de crises mais trouver des solutions portant sur du long terme, telles que la recherche agricole ou industrielle pour parvenir à trouver des procédés moins gourmands en eau. En attendant que ces solutions aient un effet il est préconisé d'accroître l'offre par la création de nouvelles réserves, et de diminuer la demande notamment par une politique de désirrigation agricole. Quels moyens pour y arriver ? la révision des SDAGE ainsi

que la nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques sont des outils qu'il faudra savoir exploiter.

**L'eau c'est la vie. Tout homme a droit à l'eau et à un environnement de qualité (Hans BRESSERS, directeur scientifique à l'université de Twente [Pays-Bas], spécialiste des questions environnementales, membre du mouvement pour "la nouvelle culture de l'eau")**

Né en réaction au projet de transferts d'eau en Espagne, le mouvement pour une nouvelle culture de l'eau s'est élargi aux thèmes de l'eau dans le monde entier.

L'eau a longtemps été synonyme de progrès, ayant des répercussions sur l'environnement, sur les aspects sociaux, économiques et même politiques.

L'accès à l'eau étant un besoin essentiel, dans les pays en développement le recouvrement des coûts doit bénéficier d'une aide publique. Au sein du mouvement, si des différences d'approches existent sur

## ILS ONT DIT... ILS ONT DIT... ILS ONT DIT...

*« C'est le mode de vie qui peut changer le comportement, mais ce n'est pas la conscience » Monique CHOTARD CI Eau*

*« On reçoit dans nos permanences des personnes qui ont des rappels de charge, en fin d'année du fait de fuites d'eau dans les toilettes. Elles s'en aperçoivent tardivement, ce sont des sommes importantes qui les mettent dans des situations difficiles » Maurice OUZOULIAS SIAAP*

*« Si, le journal de 20H à la télévision annonce qu'il y a une grande sécheresse, les préfets se disent qu'ils doivent faire quelque chose de marquant » Pierre DUCOUT, député*

*« Une des difficultés est de motiver les troupes en octobre, pour anticiper sur la crise et travailler sur le long terme » Pascal BERTEAUD, MEDD*

*« Notre culture est celle de la responsabilité, de la pédagogie, de la solidarité et de la concertation. Nous inscrivons cette culture dans une démarche de développement durable » Pierre DUCOUT, député, Co-président du CFE*

*« Le PNUD vient de rappeler dans un excellent rapport que l'accès à l'eau et à l'assainissement est une des conditions majeures du développement humain. Le Cercle Français de l'Eau est solidaire des engagements de la communauté internationale pour fournir de l'eau à tout citoyen de la planète » Jean-François LE GRAND, sénateur, Président du CFE*

l'intervention du secteur privé dans la gestion des services, nous sommes unanimes pour considérer que la propriété des infrastructures doit être publique et que la ressource ne peut être privatisée. Ainsi, l'Angleterre est allée au bout d'une logique de libéralisation et de privatisation complète, ce qui a eu pour

conséquence de transformer des citoyens relativement confiants en consommateurs très exigeants.

L'Europe est un exemple à méditer pour le reste du monde, car elle est un savant mélange entre libéralisation et politique étatique

permettant ainsi une politique équilibrée, démocratique qui donne sa place au citoyen et aux différentes formes de décentralisation. La gestion de l'eau ne doit pas rester l'apanage des ingénieurs mais intégrer la connaissance des sciences humaines afin d'instaurer un pôle équilibré démocratique.

## Conclusion

*par Pierre DUCOUT, député, Co-président du CFE*

*De nos débats de la journée, nous pouvons, me semble-t-il, tirer des enseignements précis sur ces différents points :*

*Avec 2 000 milliards de m<sup>3</sup> disponibles pour un prélèvement annuel de 7 milliards, les nappes du territoire national ne sont pas dépourvues. La France n'est pas menacée d'aridité, c'est-à-dire de pénurie d'eau structurelle.*

*Cependant, les inquiétudes sont fortes du fait de l'effet cumulatif des périodes de sécheresses associées au changement climatique, de l'inégale répartition des ressources, de la détérioration de la qualité des eaux. La disponibilité en eau ne dépend pas seulement de la quantité de ressources, mais aussi de leur qualité. La situation est préoccupante dans certaines zones géographiquement limitées, faute d'adéquation entre les ressources disponibles et les besoins. Pour examiner la situation hydrographique, le territoire pertinent n'est pas celui du pays mais du bassin versant, voire du sous bassin.*

*A la question posée à la première table ronde : y aura-t-il de l'eau pour tous les usages ? la réponse est oui, tout du moins, si tous les acteurs, à commencer par les agriculteurs qui sont les principaux consommateurs, mais aussi les industriels, les énergéticiens..., réalisent des efforts pour réduire leur consommation.*

*La gestion raisonnée par la demande ne peut, cependant, se penser uniquement comme une réponse à un phénomène de sécheresse. Elle répond, comme l'ont montré différents intervenants, à une volonté d'inscrire la politique de l'eau dans une démarche de développement durable et de citoyenneté. C'est aussi notre lien entre les hommes et un rapport essentiel dans notre relation avec la nature qui est en débat.*

*Une gestion durable de l'eau ne peut se résumer à une gestion de crise.*

*Elle consiste d'abord à protéger la ressource et à bien gérer l'existant, à lutter contre les gaspillages, à développer les technologies comme la réutilisation des eaux de pluies et des eaux usées qui ont gagné leur statut de ressources nouvelles.*

*Elle impose cependant à changer de comportement. Le plus significatif concerne les agriculteurs et la nécessité pour certains d'accepter une perte de rendement au profit d'une sécurité accrue.*

*Elle nécessite certes de nouveaux arbitrages mais la priorité doit être réaffirmée au profit de l'eau potable qui constitue un enjeu majeur de santé publique.*

*La gestion par la demande impose une meilleure concertation entre les acteurs de l'eau, au niveau du bassin et des sous bassins et confirme la pertinence du modèle français de l'eau fondée sur la concertation et la mutualisation au sein de territoires hydrographiques.*

*Si la loi sur l'eau incite à la gestion raisonnée par la demande ; priorité affirmée de l'eau potable ; généralisation des compteurs d'eau ; gestion collective des ressources autour de pratiques environnementales adaptées ; il n'en demeure pas moins vrai que c'est au niveau des territoires locaux que se promeuvent ces politiques.*

*Développer une culture de la gestion raisonnée, comporte, en définitif, deux volets majeurs : la lutte croissante contre tous les gaspillages et l'approfondissement de la concertation. C'est autour de ces objectifs que je vous convie à rassembler vos capacités et vos intelligences.*

CERCLE FRANÇAIS DE L'EAU

Espace de la Baume, 154 bd Haussmann – 75008 Paris tél. : 01 53 76 83 18

[www.cerclefrancaisdeleau.fr](http://www.cerclefrancaisdeleau.fr)

